

F. 2001 — 2463 (2001 — 1669) [C — 2001/22557]

22 MAI 2001. — Arrêté royal pris en exécution de l'article 5, § 4, alinéa 5, de la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'aide sociale. — Erratum

Au *Moniteur belge* du 29 juin 2001, p. 22409, il faut insérer dans le texte en néerlandais à l'article 1^{er} les mots " , blijft verschuldigd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn" entre les mots "openbare centra voor maatschappelijk welzijn" et les mots "wanneer het".

N. 2001 — 2463 (2001 — 1669) [C — 2001/22557]

22 MEI 2001. — Koninklijk besluit genomen tot uitvoering van artikel 5, § 4, vijfde lid, van de wet van 2 april 1965 betreffende het ten laste nemen van de steun verleend door de openbare centra voor maatschappelijk welzijn. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 29 juni 2001, blz. 22409, dienen in de Nederlandse tekst van artikel 1, de woorden " , blijft verschuldigd aan het openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn" ingevoegd te worden tussen de woorden "openbare centra voor maatschappelijk welzijn" en de woorden "wanneer het".

F. 2001 — 2464 (2001 — 2411) [C — 2001/22632]

10 AOUT 2001. — Arrêté royal fixant la date à partir de laquelle l'Agence fédérale pour la Sécurité de la Chaîne alimentaire exerce ses compétences. — Erratum

Au *Moniteur belge* n° 248 du 1^{er} septembre 2001, à la page 29682, au premier référant et à l'article 1^{er} du texte néerlandais les mots « 4 februari 2001 » doivent se lire comme suit « 4 februari 2000 ».

N. 2001 — 2464 (2001 — 2411) [C — 2001/22632]

10 AUGUSTUS 2001. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de datum met ingang waarvan het Federaal Agentschap voor de Veiligheid van de Voedselketen zijn bevoegdheden uitoefent. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 248 van 1 september 2001, blz. 29682, dienen in de eerste aanhefverwijzing en in artikel 1 van de Nederlandse tekst telkenmale de woorden « 4 februari 2001 » gelezen te worden als « 4 februari 2000 ».

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE

F. 2001 — 2465 (2001 — 2557) [C — 2001/15041]

13 JUIN 1999. — Loi portant assentiment à la Convention entre le Royaume de Belgique et l'Etat du Koweït tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et à favoriser les relations économiques et le Protocole, signés à Koweït le 10 mars 1990. — Erratum

Dans le *Moniteur belge* du 6 octobre 2000, relatif à l'accord susmentionné, il y a lieu de lire dans la version française à la page 33975 :

« Article 20

Professeurs, enseignants, étudiants et stagiaires

1. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant au début de son séjour dans l'autre Etat contractant et qui, à l'invitation du gouvernement de cet autre Etat ou d'une université ou d'une autre institution d'enseignement reconnue située dans cet autre Etat, séjourne dans cet autre Etat en vue principalement d'enseigner ou de se livrer à la recherche, ou d'exercer ces deux activités, dans une université ou une autre institution d'enseignement reconnue, est exonérée d'impôt dans cet autre Etat sur les revenus provenant de cet enseignement ou de cette recherche pendant une période n'excédant pas deux ans à compter de la date de son arrivée dans cet autre Etat. »

au lieu de :

« Article 20

Professeurs, enseignants, étudiants et stagiaires

1. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant au début de son séjour dans l'autre Etat contractant et qui, à l'invitation du gouvernement de cet autre Etat ou d'une université ou d'une autre institution d'enseignement reconnue située dans cet autre Etat, séjourne dans cet autre Etat en vue principalement d'enseigner ou de se livrer à la recherche pendant une période n'excédant pas deux ans à compter de la date de son arrivée dans cet autre Etat. »

MINISTERIE VAN BUITENLANDSE ZAKEN,
BUITENLANDSE HANDEL
EN INTERNATIONALE SAMENWERKING

N. 2001 — 2465 (2001 — 2557) [C — 2001/15041]

13 JUNI 1999. — Wet houdende instemming met de Overeenkomst tussen het Koninkrijk België en de Staat Koeweït tot het vermijden van dubbele belasting en tot het voorkomen van het ontgaan van belasting inzake belastingen naar het inkomen en naar het vermogen en tot de bevordering van de economische betrekkingen en het Protocol, ondertekend te Koeweït op 10 maart 1990. — Erratum

In het *Belgisch Staatsblad* van 6 oktober 1995 met betrekking tot het bovenvermeld akkoord, dient men in de Franse tekst, blz. 33975, te lezen :

« Article 20

Professeurs, enseignants, étudiants et stagiaires

1. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant au début de son séjour dans l'autre Etat contractant et qui, à l'invitation du gouvernement de cet autre Etat ou d'une université ou d'une autre institution d'enseignement reconnue située dans cet autre Etat, séjourne dans cet autre Etat en vue principalement d'enseigner ou de se livrer à la recherche, ou d'exercer ces deux activités, dans une université ou une autre institution d'enseignement reconnue, est exonérée d'impôt dans cet autre Etat sur les revenus provenant de cet enseignement ou de cette recherche pendant une période n'excédant pas deux ans à compter de la date de son arrivée dans cet autre Etat. »

in plaats van :

« Article 20

Professeurs, enseignants, étudiants et stagiaires

1. Une personne physique qui est un résident d'un Etat contractant et qui, à l'invitation du gouvernement de cet autre Etat ou d'une université ou d'une autre institution d'enseignement reconnue située dans cet autre Etat, séjourne dans cet autre Etat en vue principalement d'enseigner ou de se livrer à la recherche pendant une période n'excédant pas deux ans à compter de la date de son arrivée dans cet autre Etat. »

F. 2001 — 2466 [2001/15083]

25 JUILLET 2001. — Arrêté ministériel pris en exécution de l'arrêté royal du 10 janvier 2001 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères,
Vu l'arrêté royal du 10 janvier 2001 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 17 avril 2000;

N. 2001 — 2466 [2001/15083]

25 JULI 2001. — Ministerieel besluit genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 10 januari 2001 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière

De Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken,
Gelet op het koninklijk besluit van 10 januari 2001 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 17 april 2000;

Vu l'avis motivé du comité de concertation de base 500, donné le 7 juin 2000;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 février 2001;

Vu l'accord du Ministre de la Fonction publique, donné le 5 février 2001,

Arrête :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Les emplois repris à l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 10 janvier 2001 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie, sont réparties comme suit :

- 28 des 112 emplois de la 3^e classe administrative de la carrière du Service extérieur sont rémunérés par l'échelle de traitement 13B;

- 57 des 164 emplois de la 4^e classe administrative de la carrière du Service extérieur sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C.

§ 2. Les emplois repris à l'article 2 du même arrêté sont répartis comme suit :

- 3 des 10 emplois de la 1^{re} classe administrative de la carrière de Chancellerie sont rémunérés par l'échelle de traitement 13B;

- 19 des 54 emplois de la 2^e classe administrative de la carrière de Chancellerie sont rémunérés par l'échelle de traitement 10C;

- 12 des 44 emplois de la 3^e classe administrative de la carrière de Chancellerie sont rémunérés par l'échelle de traitement 22B.

Art. 2. Le cas échéant, les agents qui, en application des dispositions réglementaires portant le statut du personnel, sont repris en surnombre dans les emplois d'une échelle de traitement, empêchent toute promotion par avancement barémique soumise à la vacance d'un emploi tant que l'effectif en surnombre subsiste par rapport au nombre d'emplois fixé à l'article 1^{er}.

Art. 3. L'arrêté ministériel du 4 février 1999 pris en exécution de l'arrêté royal du 4 février 1999 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie est abrogé.

Art. 4. L'arrêté ministériel du 11 janvier 2001 pris en exécution de l'arrêté royal du 10 janvier 2001 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie est rapporté.

Art. 5. Cet arrêté entre en vigueur à la même date que l'arrêté royal du 10 janvier 2001 fixant le cadre organique de la carrière du Service extérieur et de la carrière de Chancellerie.

Bruxelles, le 25 juillet 2001.

L. MICHEL

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité 500, gegeven op 7 juni 2000;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, van 20 februari 2001;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Ambtenarenzaken, van 5 februari 2001,

Besluit :

Artikel 1. § 1. De betrekkingen opgenomen in artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 januari 2001 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarij, worden onderverdeeld als volgt :

- 28 van de 112 betrekkingen behorend tot de 3^e administratieve klasse van de carrière Buitenlandse Dienst worden bezoldigd in de weddeschaal 13B;

- 57 van de 164 betrekkingen behorend tot de 4^e administratieve klasse van de carrière Buitenlandse Dienst worden bezoldigd in de weddeschaal 10C.

§ 2. De betrekkingen opgenomen in artikel 2 van hetzelfde besluit worden onderverdeeld als volgt :

- 3 van de 10 betrekkingen behorend tot de 1^e administratieve klasse van de Kanselarijcarrière worden bezoldigd in de weddeschaal 13B;

- 19 van de 54 betrekkingen behorend tot de 2^e administratieve klasse van de Kanselarijcarrière worden bezoldigd in de weddeschaal 10C;

- 12 van de 44 betrekkingen behorend tot de 3^e administratieve klasse van de Kanselarijcarrière worden bezoldigd in de weddeschaal 22B.

Art. 2. In voorkomend geval beletten de ambtenaren die, met toepassing van de verordeningsbepalingen houdende het statuut van het personeel, in overtal zijn opgenomen in de betrekkingen van een weddeschaal, elke bevordering door verhoging in weddeschaal die afhankelijk is van het vacant zijn van een betrekking, zolang de overtallige personeelsbezetting blijft bestaan in vergelijking met het aantal in artikel 1 vastgestelde betrekkingen.

Art. 3. Het ministerieel besluit van 4 februari 1999 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 4 februari 1999 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière wordt opgeheven.

Art. 4. Het ministerieel besluit van 11 januari 2001 genomen ter uitvoering van het koninklijk besluit van 10 januari 2001 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière wordt ingetrokken.

Art. 5. Dit besluit treedt in werking op dezelfde dag als het koninklijk besluit van 10 januari 2001 tot vaststelling van de personeelsformatie van de carrière Buitenlandse Dienst en de Kanselarijcarrière.

Brussel, 25 juli 2001.

L. MICHEL

MINISTERE DE LA JUSTICE

F. 2001 — 2467

[C — 2001/09723]

10 AOUT 2001. — Arrêté royal autorisant l'accès de la Sûreté de l'Etat au registre national des personnes physiques

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le projet d'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à l'approbation de Votre Majesté tend à fixer, en application de l'article 5 de la loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques, les règles relatives à l'accès de la Sûreté de l'Etat aux informations dudit registre et ce, dans le cadre de l'accomplissement de ses missions visées aux articles 7 et 8 de la loi du 30 novembre 1998 organique des services de renseignement et de sécurité.

Actuellement, le droit d'accès de la Sûreté de l'Etat aux informations du registre national des personnes physiques est réglé par l'arrêté royal du 18 avril 1990 autorisant certaines autorités du Ministère de la Justice à accéder au registre national des personnes physiques.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 2001 — 2467

[C — 2001/09723]

10 AUGUSTUS 2001. — Koninklijk besluit waarbij aan de Veiligheid van de Staat toegang wordt verleend tot het Rijksregister van de natuurlijke personen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het ontwerp van besluit dat wij de eer hebben aan de goedkeuring van Uwe Majesteit voor te leggen, beoogt, in toepassing van artikel 5 van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen, de regels vast te stellen inzake de toegang van de Veiligheid van de Staat tot de gegevens van dit Rijksregister en dit met het oog op het vervullen van haar opdrachten bedoeld in de artikelen 7 en 8 van de wet van 30 november 1998 tot regeling van de inlichtingen- en veiligheidsdiensten.

Thans wordt het recht van toegang van de Veiligheid van de Staat tot de gegevens van het Rijksregister van de natuurlijke personen geregeld door het koninklijk besluit van 18 april 1990 dat sommige overheden van het Ministerie van Justitie toegang verleent tot het Rijksregister van de natuurlijke personen.